



Tentations fiscales suisses

2012/40

19 | 09 | 2012



COMMUNAUTE



PROSPERITE



PROTECTION



Ivan Van de Cloot

Hoofdeconoom

Itinera Institute

Il faut bien avouer que, jusqu'à il y a quelques années, les banquiers en Suisse se la coulaient douce. Alors qu'ailleurs leurs collègues devaient travailler dur pour trouver des clients et les fidéliser, les milliards leur tombaient du ciel. Et tout ça parce qu'à l'abri de ces belles montagnes, les banquiers helvètes pouvaient faire le pied de nez aux autorités fiscales étrangères. Alors qu'historiquement la Suisse doit en effet son indépendance aux avantages militaires que procurait l'isolement entre de hautes montagnes, cela ne suffit plus aujourd'hui. Depuis un certain temps déjà, les États-Unis s'en prennent au secret bancaire dont les banquiers suisses ont longtemps bénéficié. La Banque nationale suisse a rendu à présent public que des ressortissants belges ont parqué trente milliards d'euros sur des comptes suisses.

Tout à fait spectaculaire est la nouvelle que notre pays a lui aussi reçu une proposition suisse de conserver le secret bancaire pour les ressortissants belges en échange d'un impôt unique. Il y avait déjà eu des négociations en ce sens entre la Suisse et tant l'Allemagne que la Grande-Bretagne. Il s'agit des accords dits Rubik par lesquels les Suisses lèvent un impôt forfaitaire unique sur les avoirs d'épargne et le reversent au pays d'origine du titulaire du

compte. C'est évidemment très alléchant pour les responsables politiques belges, qui verraient bien cette manne de 10 milliards d'euros venir soulager les caisses de l'État qui en ont bien besoin. Il importe toutefois que notre pays réfléchisse plus loin que le bout de son nez.

Ces dernières années, l'Union européenne a en effet réussi à faire de l'Europe une zone beaucoup plus transparente, avec des échanges

“

Si la Belgique mise en même temps sur des pouvoirs publics plus efficaces et qui rendent plus acceptable le fait de payer des impôts dans son propre pays, nous ferons peut-être d'une pierre deux coups.

”

automatiques d'informations entre États membres. C'est en effet la garantie la plus importante qu'à terme tous les citoyens européens auront droit à un traitement fiscal équitable. Alors qu'autrefois ils prenaient le train pour aller encaisser leurs coupons au Grand-Duché, les évadés fiscaux devaient depuis quelques

années rechercher des cieux de plus en plus lointains. Le seuil de fortune à partir duquel le jeu en valait la chandelle ne cessant d'augmenter, il n'y avait plus que les super fortunés qui pouvaient se permettre de planquer leur argent aux Bahamas.

Si un accord Rubik belge bétonne définitivement le secret bancaire pour la Suisse, nos autorités donneront un signal magnifique à tous ceux qui préfèrent fuir le fisc. Dix milliards d'euros est une belle somme mais espérons qu'on pourra considérer un tel montant dans une perspective à long terme. Nous avons malheureusement déjà pu constater par le passé que les politiciens sont souvent aveuglés par des « one-shots » ou mesures uniques. Autre chose serait que notre pays conviendrait avec la Suisse d'une règle transitoire selon laquelle une

retenue à la source serait effectuée pendant la période de transition. Il s'agit là d'une méthode éprouvée de compromis pour arriver à convaincre les pays 'difficiles'. Tout comme le Luxembourg et l'Autriche, notre pays a d'ailleurs lui-même été il y a peu de temps encore un pays qui avait obtenu un tel régime d'exception.

Il ne faut surtout pas prendre de décisions hâtives dans de tels dossiers. Vu l'agressivité avec laquelle les États-Unis s'attaquent aux paradis fiscaux, beaucoup de choses bougent. Notre pays risque de déchanter s'il met à présent de l'eau dans son vin et s'il s'avère ensuite que l'Amérique peut conclure avec la Suisse un accord allant beaucoup plus loin. Si la Belgique mise en même temps sur des pouvoirs publics plus efficaces et qui rendent plus acceptable le fait de payer des impôts dans son propre pays, nous ferons peut-être d'une pierre deux coups.

Ivan Van de Cloot
Chief Economist Itinera Institute

Pour une croissance économique et
une protection sociale durables